

# La PJ se mue en police politique



Arrestation d'un jeune activiste de la société civile.

Par Sophie Beuve Mery

**J**eff Blampain, membre de la jeunesse de l'UPG (Union du peuple gabonais), Gaël Koumba Ayoune, alias général des mapanes, David Dimitri Kassa et Parc Mirime ont été arbitrairement arrêtés par la Police judiciaire (PJ), jeudi dernier dans la nuit. Cette unité de la police censée s'attaquer au grand banditisme et aux criminels se voit aujourd'hui confier le rôle de police politique, à l'image de la malfamée Gestapo d'Adolf Hitler, en Allemagne.

En effet, après avoir déposé des lettres de contestation de la candidature d'Ali Bongo Ondimba à la Cenap, ils ont décidé de se réunir au rond-point de la Démocratie, pour sensibiliser le peuple au bien-fondé de leur démarche. Ont alors surgi des individus à la soldé du pouvoir, armés et encagoulés, venus les disperser. Une course-poursuite s'en est suivie. Celle-ci s'est soldée par des coups de feu sur certains jeunes. Enrique Mamboundou, leader du groupe Brakata, s'en est sorti avec une fracture de la

jambe.

Les quartiers Nkembo et Atsibe-Ntsos où les jeunes se sont réfugiés ont été immédiatement pris d'assaut par la PJ jusqu'au vendredi. La police a procédé à des interpellations jusque tard dans la nuit. Il suffisait de voir un jeune garçon passer avec un sac, il était automatiquement fouillé comme un malftrat. Un homme âgé, outré par ce spectacle désolant, n'a pas manqué de faire la morale aux agents : « *Je ne sais pas si vous êtes réellement Gabonais. Votre attitude laisse à désirer. Mais sachez qu'Ali Bongo doit désormais penser à agrandir ses prisons. Il va tous nous arrêter et restera à gouverner avec son armée.* »

Marc Ona Essangui, membre de la société civile libre, s'est indigné de ce que la seule voie choisie par le gouvernement, face au malaise dans lequel le pays est plongé, soit l'emprisonnement, la barbarie des forces de l'ordre et l'intimidation. « *Nous allons saisir sous huitaine Interpol pour dénoncer le rôle criminel de ce corps qui se comporte plus comme une bande de criminels*

*qu'une police d'investigation* », a-t-il déclaré.

Il faut rappeler qu'à la suite des dirigeants du mouvement « *Témoins actifs* », arrêtés il y a deux semaines et qui sont jusqu'à présent détenus, malgré le non-lieu prononcé par le tribunal de Libreville la semaine dernière, Ali Bongo Ondimba et son armée aux ordres ont, cette fois, décidé de jeter leur dévolu sur la jeunesse consciente. Des jeunes sont traqués comme des criminels, car le chef de l'Etat cherche par tous les moyens à taire la contestation populaire et à faire taire tous ceux qui comptent l'empêcher d'orchestrer un autre hold-up électoral, après celui de 2009.

« *Maître Eric Moutet et Marie Dose, tous avocats au barreau de Paris, viennent de se constituer pour défendre tous les jeunes et syndicalistes arrêtés arbitrairement au Gabon* », annonce Marc Ona Essangui. Aux dernières nouvelles, la société civile libre vient de saisir l'Ambassade des Etats-Unis pour protéger les jeunes qui sont certes en liberté mais traqués par les agents de la police.